

*The Permanent Mission
of the Kingdom of Morocco
to the United Nations*



البعثة الدائمة
للمملكة المغربية لدى الأمم المتحدة
نيويورك

**Intervention de
Mme. Fouzia Ouenzar**

**Chef de Service du Conseil
National de l'Environnement**

**Secrétariat d'Etat Chargé de l'Eau
et de l'Environnement**

sur le thème : « Agriculture et développement rural »

A

**La Réunion Préparatoire Intergouvernementale
17^{ème} Session de la Commission du Développement Durable**

New York, le 24 février 2008

Madame la Présidente,

Ma délégation se réjouit des débats fructueux de cette réunion préparatoire intergouvernementale de la 17^{ème} Commission du Développement Durable, sur des thèmes aussi prioritaires que primordiaux.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le Soudan, au nom du Groupe des 77 et la Chine et celle faite par Oman au nom du Groupe arabe.

Madame la Présidente,

Je souhaiterais tout particulièrement partager l'expérience de mon pays en matière d'agriculture et de développement rural, deux domaines porteurs, et intimement liés, et par la même occasion, je vous présenterai, au nom de ma délégation, des propositions d'actions opportunes, dans le cadre des mesures et politiques à mettre en œuvre.

Madame la Présidente,

Conscient de la relation étroite, entre la protection de l'environnement et la préservation de la sécurité alimentaire, le Gouvernement marocain a présenté, à l'occasion des premières Assises Nationales de l'Agriculture, en avril 2008, les grands axes de la stratégie de développement de l'Agriculture marocaine, notamment le « Plan Maroc Vert », qui fait de l'Agriculture le principal moteur de l'économie nationale, tout en privilégiant la lutte contre les contraintes Climatiques, pour faire face à la sécheresse structurelle et à la raréfaction des ressources hydriques, dont souffrent notre pays.

Dans la même perspective, et afin de lutter contre les changements climatiques, qui contribuent à la détérioration de notre production alimentaire, le Gouvernement a décidé de créer une Caisse nationale de solidarité sectorielle et du développement rural ainsi que des programmes, dédiés à la promotion et au développement des centres émergents dans le monde rural.

Madame la Présidente,

Le développement d'une agriculture durable fait partie de la stratégie actuelle de l'Etat pour le développement intégré du monde rural, dont l'objectif ultime recherché est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et tout particulièrement, l'augmentation de leurs revenus, permettant ainsi de soulager la pression sur les ressources naturelles et d'assurer en conséquence un développement durable du milieu rural.

Dans ce cadre, notre pays a mis en œuvre plusieurs programmes de développement rural notamment :

- L'Initiative Nationale de Développement Humain, lancée en 2005, qui a permis la réalisation de 6000 projets en milieu rural ;
- L'alimentation des foyers ruraux en eau potable, qui a atteint un taux de 90% ;
- Le raccordement à l'électricité en milieu rural, qui a également atteint un taux de plus de 90% à la fin de l'année 2007 ;
- Le décloisonnement des populations rurales à travers les routes rurales, qui a atteint un taux supérieur à 60%.

Madame la Présidente,

Ma délégation souhaiterait présenter les propositions d'actions prioritaires suivantes :

- 1- Afin de remédier aux Changements Climatiques, qui ne cessent de menacer l'alimentation de nos populations, **le Maroc préconise** la création d'un fonds multilatéral ayant pour objectif non seulement le renforcement des capacités et le transfert technologique à des conditions préférentielles, mais également le financement des mesures d'adaptation, qui visent à limiter les effets induits par les Changements Climatiques sur les terres cultivables et le développement rural dans les pays en développement ;
- 2- Une révolution verte en Afrique est nécessaire afin d'accroître la production agricole, de renforcer la croissance économique et de parvenir à la sécurité alimentaire dans la région. Comme il a été précisé lors de la réunion de Windhoek des Ministres africains, tenue récemment, il est primordial de relever, de toute urgence, les défis qui se posent à l'agriculture africaine. A cet effet, une forte volonté politique des gouvernements demeure essentielle pour prendre les mesures nécessaires et obtenir le soutien de la communauté internationale pour la réalisation de ce plan.

Je vous remercie.